

LA COMMISSION EUROPÉENNE INFLIGE UNE AMENDE DE 72 MILLIONS D'EUROS POUR ENTENTE ANTICONCURRENTIELLE SUR LE PRIX DE BATTERIES AUTOMOBILES

*Commission européenne
15 décembre 2025*

ENSEMBLE FAISONS DU DROIT
UNE OPPORTUNITÉ



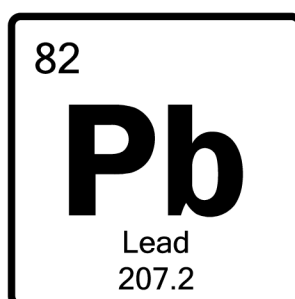


Le 15 décembre 2025, la Commission européenne inflige 72 millions d'euros d'amende à plusieurs fabricants de batteries automobiles et leur association professionnelle pour entente anticoncurrentielle sur les prix.





CONTEXTE



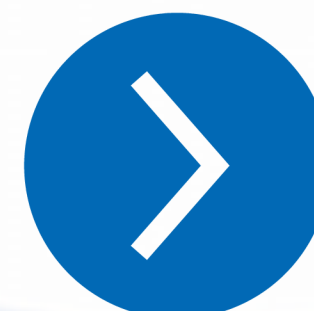
Les batteries automobiles utilisent le plomb comme intrant essentiel



*Pour tenir compte des variations de son prix, les fabricants appliquaient des surcoûts spécifiques, appelés **primes EUROBAT**.*

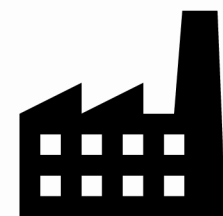


Problème : ces surcoûts n'étaient pas déterminés de manière indépendante.





LES PRATIQUES REPROCHÉES



Pendant plus de douze ans, 4 fabricants de batteries automobiles et leur association professionnelle se sont coordonnées afin de :

créer des primes calculées sur la base de leur prix d'achat du plomb (et de les publier dans un magazine spécialisé)

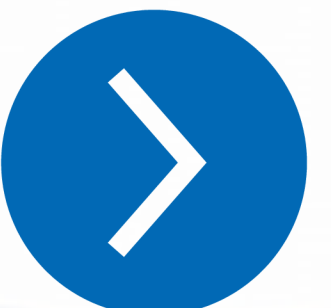
utiliser ces primes dans les négociations de prix avec leurs clients équipementiers respectifs



surcoût maintenu à un niveau plus élevé qu'il ne l'aurait été en l'absence de cet accord.



ENTENTE ANTICONCURRENTIELLE PAR OBJET





LES SANCTIONS

Pour une entreprise

Amende ne pouvant excéder 10 % de son chiffre d'affaires total réalisé au cours de l'exercice social précédent.

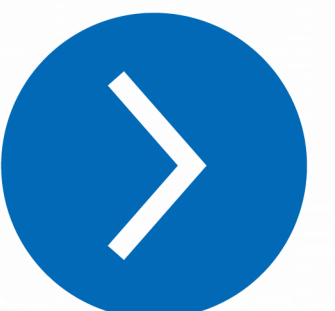
Pour une association professionnelle

Amende ne pouvant excéder 10 % de la somme du chiffre d'affaires total réalisé par chaque membre actif sur le marché affecté par l'infraction de l'association

72 millions d'euros dont 125 000 euros pour l'association professionnelle



La Commission souligne le rôle de l'association professionnelle EUROBAT dans la diffusion des surcoûts utilisés par les fabricants.



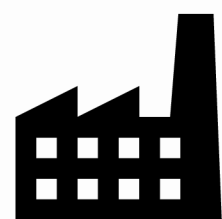


LE PROGRAMME DE CLÉMENCE

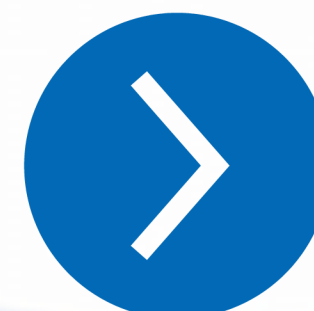
L'entente a été révélée grâce au programme de clémence de la Commission européenne



L'un des fabricants a bénéficié d'une **immunité totale** d'amende pour avoir révélé l'existence de l'entente et avoir coopéré avec la Commission.



Deux autres sociétés ont également demandé à faire application du programme de clémence et ont obtenu **entre 50 et 30% de réduction.**





À RETENIR

La Commission européenne rappelle que des surcoûts calculés et utilisés

de manière coordonnée

y compris via une

association professionnelle

peuvent constituer une

entente anticoncurrentielle.





Loi & Stratégies

NICOLAS GENTY – AVOCATS

15, rue du Louvre – 75 001 Paris
31, rue Faidherbe – 59 000 Lille
E-mail : welcome@loietstrategies.com
www.loietstrategies.com

ENSEMBLE FAISONS DU DROIT
UNE OPPORTUNITÉ